



FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF) RAPPORT NARRATIF FINAL SUR LE PROGRAMME¹

Appui Urgent à la Force de Sécurisation du Processus Electoral (FOSSEPEL)

PERIODE COUVERTE PAR LE RAPPORT: DE JUIN 2010 A MARS 2014

Intitulé du programme & numéro du projet <ul style="list-style-type: none">Intitulé du programme: Projet d'Appui Urgent à la Force de Sécurisation du Processus Electoral (FOSSEPEL)Numéro du programme (<i>le cas échéant</i>): 0075604Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluri-partenaires):³ 75556	Pays, localité(s), domaine(s) prioritaire(s) / résultats stratégiques² <p><i>Pays/Région : République de Guinée</i></p> <p><i>Domaine prioritaire/ résultats stratégiques : Réconciliation nationale et Réforme du Secteur de la Sécurité</i></p>
Organisation(s) participante(s) <ul style="list-style-type: none">Organisations ayant perçu directement des fonds de la part du Bureau du MPTF, pour la mise en œuvre du présent Programme :<ul style="list-style-type: none">- PNUD	Partenaires d'exécution <ul style="list-style-type: none">○ Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)○ État-major de la Police Nationale○ Etat-major de la Gendarmerie nationale○ International Foundation for Electoral System (IFES)○ Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne (CNOSCG)
Coût du Programme/du Projet (en dollars) <p>Budget total approuvé, par projet: 1.808.300 USD Programme conjoint⁴:</p> <ul style="list-style-type: none"><i>par institution (le cas échéant)</i> Contribution de l'institution concernée<i>par institution (le cas échéant)</i> \$ 1.196.581 (<i>Union Européenne</i>) \$ 300.000 (<i>USAID</i>) <p>Contribution du gouvernement : Prise en charge de certains</p>	Durée du Programme <p>Durée totale (<i>en mois</i>) : 39 mois Date de démarrage⁵ : <i>Juin 2010</i></p> <p>Date de fin prévue à l'origine⁶ : <i>Décembre 2010</i></p> <p>Date de fin réelle⁷ (<i>jour/mois/année</i>) <i>septembre 2013</i></p>

¹ Le mot « programme » représente globalement l'ensemble des programmes, des programmes conjoints et des projets.

² Les « résultats stratégiques », tels qu'ils sont définis dans le Plan directeur du PBF, le Plan des priorités ou le Descriptif de projet.

³ Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

⁴ La contribution du MPTF et du Programme conjoint est la somme versée aux Organisations participantes – voir le site MPT Office GATEWAY.

⁵ La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

⁶ Lors de l'approbation du Descriptif de projet original par l'Instance décisionnaire concernée/le Comité directeur.

⁷ S'il y a eu prolongation du projet, la date de fin révisée et approuvée devrait figurer à cet endroit. A défaut d'approbation d'une quelconque extension du projet, la date de fin réelle est la même que celle prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute Organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés. Concernant le Mémoire d'accord, les organisations participantes doivent signaler au Bureau du MPTF que tel ou tel programme arrive au terme de ses activités opérationnelles. Voir le site [MPTF Office Closure Guidelines](#).

équipements et des indemnités d'une partie de la troupe, carburant

Autres contributions (donateurs) :
Union Européenne : \$ 1.116.581
\$ 300.000 (USAID)
\$ 488.400 (France)

Contribution du Fonds:
\$1.808.300

Dans le cadre de son (ou de leur) système(s), les institutions d'exécution sont-elles procédé à la clôture opérationnelle du programme? **Oui** **Non**

Date de clôture financière prévue⁸: Juin 2014

Évaluation du programme /examen/évaluation à mi-parcours

Évaluation achevée

Oui Non Date: *jour/mois/année*

Rapport d'évaluation - joint

Oui Non Date: *jour/mois/année*

Rapport soumis par

- Nom: Adama-Dian Barry
- Titre: Chargée de Programme
- Organisation participante (principale): PNUD
- Adresse e-mail: adama.dian.barry@undp.org

⁸ Lors de la « clôture financière », il est obligatoire de rembourser le solde non utilisé et de soumettre le Certified Final Financial Statement and Report (l'État financier et le Rapport finaux certifiés).

RESUME ANALYTIQUE

Le projet d'appui à la Force Spéciale de Sécurisation du Processus Electoral (FOSSEPEL) a été la contribution la plus significative dans la création d'un environnement électoral sécurisé dans le cadre des élections présidentielles de 2010 et des législatives de 2013 en Guinée. Ce projet a été l'un des facteurs clés pour la préservation de la paix sociale au lendemain des scrutins. Formulé à titre expérimental en 2010, le reliquat du projet s'est inscrit en complémentarité du projet de sécurisation des élections législatives, FOSSEL en 2013.

Dans ce contexte le projet a permis de renforcer les capacités opérationnelles des agents de sécurité qui ont été mieux outillés pour la protection des électeurs, des candidats, des populations, du matériel et des résultats.

Les différentes interventions menées conjointement par le PNUD et le HCDH ont contribué :

- ✓ Au renforcement de la confiance de la population dans l'organisation matérielle du scrutin. En effet, grâce aux séances de sensibilisation et mise à la disposition des agents du matériel de sécurisation, ceux-ci ont en grande partie adopté une posture avenante à l'endroit des citoyens ;
- ✓ Au renforcement du sentiment de sécurité des leaders politiques, de la population, des organisations de la société civile, des médias ainsi que des acteurs clés du processus électoral en l'occurrence la CENI et la Cour Suprême ;
- ✓ A la crédibilisation durant les législatives, des résultats de certaines localités éloignées.

Cette action a contribué à la création d'un climat de confiance entre les populations et les forces de sécurité, constituant ainsi un facteur déterminant de prévention des conflits.

Les acquis et les faiblesses de la Force Spéciale de Sécurisation des Elections ont été capitalisés dans le cadre de l'évaluation globale du processus électoral de 2010. Les activités du projet ont été pérennisées par le Gouvernement qui entretient le matériel et les équipements achetés par le projet. Par ailleurs, l'ensemble des agents de sécurité qui ont été formés sur les techniques de maintien de l'ordre et les droits de l'homme sont aujourd'hui affectés à des unités régulières de la police et de la gendarmerie nationale, ce qui contribue à la sensibilisation de l'ensemble des unités concernées. En outre les acquis de la FOSSEPEL ont été capitalisés dans le cadre de la stratégie de réforme du secteur de la sécurité.

I. But

L'objectif du projet est de consolider la paix et rétablir les institutions démocratiques en Guinée à travers une transition apaisée, passant par le soutien urgent à la Force Spéciale de Sécurisation du Processus Electoral (FOSSEPEL). Le projet vise à apporter le soutien complémentaire à la Force Spéciale de Sécurisation du Processus Electoral à travers la mise à disposition de véhicules, l'encadrement de la force par l'organisation des sessions de formation des encadreurs dans les régions.

IV. RESULTATS

Sur la période considérée les résultats suivants ont été enregistrés:

- La mise à disposition de moyens logistiques composés de 10 véhicules Pick-Up pour le transport des agents de la force
- L'équipement de la force en matériel conventionnel de maintien de l'ordre

- Le paiement des indemnités journalières aux agents de la FOSSEPEL pendant les deux tours du scrutin présidentiel de 2010. Ces paiements ont concerné 7467 agents pendant 10 jours.
- Le renforcement des capacités des encadreurs de la FOSSEPEL (composés de 360 officiers et sous-officiers dans les différentes régions), et de la FOSSEL (composés de 150 officiers et sous-officiers de Conakry). Durant les présidentielles, cette formation a été faite en complément de celles dispensées par les autres partenaires en vue du premier tour. Elle avait permis de tirer les leçons des échecs et avait porté sur le respect des principes des droits de l'homme, la protection de l'enfant et la lutte contre les violences basées sur le genre ainsi que les principes de maintien de l'ordre.
- L'opérationnalisation de la force à travers la mise la prise en charge de certaines dépenses de fonctionnement indispensables.
- Toujours durant les élections présidentielles de 2010, le projet a permis :
 - la formation des acteurs de la société civile en monitoring des droits de l'homme en période électorale et la mise en place d'un système de surveillance de la situation des droits de l'homme composé de 8 correspondants et de 120 moniteurs ;
 - L'encadrement du déploiement de 900 moniteurs de la société civile en vue de rester vigilant aux attitudes des agents de la force, et de documenter tout comportement violent ou prohibé. Des formateurs internes à l'organisation ont contribué à l'élaboration et la mise en œuvre de sessions de formation en maintien de l'ordre.

La société civile a été associée aux sessions de formation en vue de la mise en place du mécanisme de surveillance de l'état des droits de l'homme pendant le scrutin. Les appuis apportés par le projet ont permis de rendre la force plus opérationnelle sur le terrain et venir en aide aux citoyens.

Par ailleurs, le système de mobilité mis à place à travers les véhicules fournis a facilité la remontée des PV de votes à la CENI. Ces équipements ont été réutilisés durant les élections législatives, permettant ainsi de faire des économies d'échelle et de n'acheter que le matériel complémentaire en vue de renforcer la couverture territoriale de la force. De même durant les législatives, les formations en droit de l'homme ont pu être renforcées à travers le déploiement de 150 maîtres formateurs qui ont sensibilisés près de 13.000 agents des 5 communes de la capitale, les 33 préfectures et les 309 communautés rurales du pays.

II. Évaluation des résultats du programme

Le projet visait à adresser les questions critiques liées à la tenue correcte du scrutin présidentiel en Guinée en apportant le soutien complémentaire à la Force Spéciale de Sécurisation du Processus Electoral.

Les appuis apportés par le projet ont permis de rendre la force plus opérationnelle sur le terrain et venir en aide aux citoyens. Les équipements acquis en 2010 ont été réutilisés trois années plus tard lors des élections législatives du 28 septembre 2013. En outre, capitalisant sur les cadres formés en 2010, le reliquat du projet a permis de compléter les gaps critiques du projet de sécurisation des élections législatives 2013. Ceci à travers la formation de 150 agents supplémentaires et la sensibilisation de plus de 12.000 agents de la force et membre du personnel d'encadrement de celle-ci sur les règles de droit de l'homme et les principes de maintien de l'ordre.

i) Rapport narratif sur les résultats:

Les résultats ci-dessous ont été capitalisés successivement durant la conduite du cycle électoral en Guinée contribuant respectivement à l'opérationnalisation d'une force spéciale de sécurisation des élections présidentielles de juin et novembre 2010, et à celle des élections législatives de septembre 2013. Ces deux forces dénommées respectivement Force Spéciale de Sécurisation du Processus Electoral (FOSSEPEL 2010) et Force Spéciale de Sécurisation des Elections Législatives (FOSSEL 2013) a contribué à rassurer

d'une part les principaux acteurs du processus électoral, et d'autre part à créer un climat de confiance entre les populations et les forces de sécurité.

Sur la période considérée le projet a capitalisé les réalisations ci-dessous :

- En 2010 :
 - Achat et mise à disposition de moyens logistiques composés de 10 véhicules Pick Up pour le transport des agents de la force;
 - Paiement des indemnités journalières aux agents de la FOSSEPEL pendant les deux tours du scrutin. Ces paiements ont concerné 7467 agents pendant 10 jours.
 - Renforcement des capacités des encadreurs de la FOSSEPEL composés de 360 officiers et sous-officiers dans les différentes régions. Cette formation reçue en complément de celles dispensées par les autres partenaires en vue du premier tour a permis de tirer les leçons des échecs et a porté sur le respect des principes des droits de l'homme, la protection de l'enfant et la lutte contre les violence basée sur le genre ainsi que les principes de maintien de l'ordre.
 - Opérationnalisation de la force à travers la mise la prise en charge de certaines dépenses de fonctionnement indispensables ;
 - Formation des acteurs de la société civile en monitoring des droits de l'homme en période électorale et mise en place d'un système de surveillance de la situation des droits de l'homme composé de 8 correspondants et de 120 moniteurs ;
 - Encadrement du déploiement de 900 moniteurs de la société civile en vue de rester vigilant aux attitudes des agents de la force, et de documenter tout comportement violent ou prohibé.. Des formateurs internes à l'organisation ont contribué à l'élaboration et la mise en œuvre de sessions de formation en maintien de l'ordre ;
 - La société civile a été associée aux sessions de formation en vue de la mise en place du mécanisme de surveillance de l'état des droits de l'homme pendant le scrutin. Les appuis apportés par le projet ont permis de rendre la force plus opérationnelle sur le terrain et venir en aide aux citoyens. Mais, le système de mobilité mis à place à travers les véhicules fournis a aussi facilité la remontée des PV de votes à la CENI. Toutefois, même si les équipements fournis devront servir pour les élections législatives, il est impératif que les formations dispensées en matière de droits de l'homme soient démultipliées au niveau local



Cérémonie de remise des équipements au commandant de la Force par le Représentant Résident du PNUD, Conakry Juin 2010



Etape 1 : réception du matériel roulant mis à disposition par le PBF



Etape 3 : séance de formation des agents de la Force sur les techniques de maintien d'ordre



Etape 4 : Image d'un agent déployé dans un bureau de vote de Conakry le jour du scrutin

- En 2013 :
 - Des actions de formation, de sensibilisation ont été menées afin de s'assurer que les opérations de sécurisation du processus électoral se déroulent dans un environnement respectueux des droits humains et des principes universels de maintien et de rétablissement de l'ordre. Concrètement, cela s'est traduit par :
 - La sensibilisation de plus de 13.900 agents et officiers de la FOSSEL sur les principes universels de maintien et de rétablissement de l'ordre et les règles de droit international humanitaire ;
 - La formation d'au moins 150 officiers sur le maintien et le rétablissement de l'ordre conformément aux principes internationaux régissant les opérations de maintien et de rétablissement de l'ordre, y compris en intégrant la question de la violence sexuelle ainsi que celle liée au genre. Les officiers intègrent dans leur compréhension, la question de la politique de diligence souhaitée de
 - Le surveillance de la situation des droits de l'homme avec le déploiement de 120 moniteurs et la mise en orbite d'une ligne verte pour un monitoring de proximité de la situation des droits de l'homme en complément des actions entreprises dans le présent projet.
 - Des actions de sensibilisation permettent à la population de mieux comprendre le mandat de la FOSSEL, Dans ce cadre une campagne de communication institutionnelle de la Force de sécurisation des élections législatives (FOSSEL) a été mise en œuvre à travers la production et la diffusion (dans les principales langues du pays et en français) et par les médias publics et privés de 1 spot radio-télévisé et de 4 émissions-débats radio-télévisés. Ces opérations ont permis de largement sensibiliser les populations de Conakry et de l'intérieur du pays sur le mandat de la FOSSEL.

A travers le projet, un dispositif technique et logistique, a été mis en place, permettant la formation en respect des droits humains selon les normes internationales (connaissances nécessaires pour un encadrement sécuritaire de l'ensemble des opérations électorales, dans le respect des droits humains et des principes universels de maintien de l'ordre). Cette formation a favorisé la tenue d'élections (présidentielles et législatives) apaisée.

En outre, le projet a permis de déployer un dispositif de sécurité à toutes les étapes cruciales du processus électoral depuis la campagne jusqu'à la proclamation des résultats définitifs. Concrètement la sécurité était effective pour les leaders politiques, les populations et les agents électoraux ; durant l'acheminement du matériel électoral ; autour des bureaux de vote et des centres de centralisations des résultats ; durant le trajet du transport des PV/résultats.



Agents formateurs de la FOSSEL, avec leur paquetage, prêts à se déployer pour la sensibilisation et la sécurisation des élections législatives, Septembre 2013.

Les principaux changements induits par le projet se déclinent comme suit:

1) ***Le renforcement de la confiance de la population dans l'organisation matérielle du scrutin :***

Grâce aux séances de sensibilisation des agents sur les droits humains et les techniques de maintien ainsi que de rétablissement de l'ordre, les forces de sécurité ont adopté pour la plupart des comportements citoyens tout au long du processus électoral. Leur comportement responsable a permis d'améliorer les relations civilo-militaires souvent tendues en Guinée au cours des joutes électorales. La présence d'un agent de la FOSSEL dans chaque bureau et les patrouilles des unités mobiles de la force ont été un élément psychologique de dissuasion contre toute velléité de désordre et de trouble à l'ordre public. Dès lors, cela a contribué à rassurer la population. Par ailleurs, l'information et la sensibilisation de la hiérarchie des forces de défense et de sécurité sur la politique de diligence voulue par le Secrétaire Général des Nations Unies a été un élément très dissuasif auprès des éléments de la FOSSEL quant à la commission d'actes qui seraient attentatoires aux droits de l'homme, au droit international humanitaire et droit international des réfugiés.

ii) Évaluation de la performance à partir d'indicateurs:

	Objectifs <u>atteints</u> en liaison avec les indicateurs	Raisons des écarts éventuels par rapport aux objectifs fixés à l'origine	Source de vérification
<p>Produit 1⁹ : Les forces de sécurisation des élections sont soutenues en vue de garantir un climat électoral apaisé et sécurisé</p> <p>Indicateur: Nombre de bénéficiaires au sein de la force</p> <p>Données de référence: La force est de 16 000 hommes</p> <p>Cibles prévues à l'origine: 7 000 hommes</p>	Plus de 13.000 hommes	NA	Rapports de la force Rapports d'exécution des formations
<p>Produit 2 : Les capacités de locomotion de la force sont améliorées</p> <p>Indicateur : Nombre de véhicules</p> <p>Données de référence: Besoin exprimé pour 90 véhicules</p> <p>Cibles prévues à l'origine: 20 véhicules</p>	10 véhicules fournis	L'UE a complété par l'achat de 21 véhicules et 9 motos	Bons de livraison des véhicules Rapports
<p>Produit 3 : Les capacités de maintien de l'ordre sont renforcées au niveau de la force</p> <p>Indicateur 3.1 : Nombre d'unités équipées</p> <p>Données de référence: 4</p> <p>Cibles prévues l'origine: Il existe 4 régions militaires</p> <p>Indicateur 3.2 : Formations spécifiques apportées</p> <p>Données de référence:</p> <p>Cibles prévues à l'origine:</p>	Les unités réparties dans les préfectures des 4 régions militaires		Rapports de formations
	<p>Plus de 7.000 hommes formés en droit international humanitaire et technique de maintien de l'ordre</p> <p>Plus de 13.hommes sensibilisés en droit international humanitaire et technique de maintien de l'ordre</p>		Rapports de formation
<p>Produit 4 : L'observation électorale et le monitoring des droits de l'homme est assuré</p> <p>Indicateur 4.1 : Nombre de structures</p>	976 moniteurs déployés		Rapport de la mission de monitoring

⁹ Note: Les résultats, produits, indicateurs et objectifs indiqués ici doivent être **sur la même ligne que ceux définis dans le Descriptif de projet/le Plan des priorités ou tout Plan précis de gestion du projet**, de sorte que ce tableau indique bien **les résultats réels et globaux par rapport aux cibles prévues à l'origine**. Si nécessaire, vous pouvez ajouter de nouvelles lignes au tableau, afin d'indiquer éventuellement les Résultats 2, 3, etc.

<p>nationales soutenues Données de référence: Un dispositif national est en expérimentation Cibles prévues à l'origine: 500</p> <p>Indicateur 4.2 : % de couverture du pays Donnes de référence : 100% Cibles prévues à l'origine: 100 %</p> <p>Indicateur 4.3 : comportement de la force Donnes de référence : Cibles prévues à l'origine: 0 comportement violent rapporté</p>	<p>100%</p>		<p>Rapport de monitoring</p>
---	-------------	--	------------------------------

iii) Évaluation, meilleures pratiques et enseignements tirés

Le présent projet a permis de renforcer les capacités opérationnelles de la force de sécurisation des élections pour la protection des électeurs, des candidats, des populations, du matériel et des résultats du vote.

Dans ce cadre, le Guide Pédagogique finalisé en 2013 par le Commandement de la FOSSEL, avec l'encadrement technique des experts des Nations Unies a été un outil hautement apprécié par l'ensemble des bénéficiaires des formations sur le terrain. En effet, ce guide est un élément novateur, car aucun outil pédagogique adapté au contexte de maintien de l'ordre durant les élections n'avait été conçu par les autorités en charge de la question. A cet égard, l'ensemble des partenaires pourront continuer à exploiter le document d'orientation de 17 pages contenant les grandes lignes des principes électoraux et de maintien de l'ordre dans le respect des droits humains. En outre, ce guide a constitué une opportunité pour sensibiliser l'ensemble de la hiérarchie sur le principe de diligence souhaitée par le Secrétaire Général des Nations Unies en matière de partenariat entre le système et les forces de sécurité (Due Dilligence).

Au regard des enjeux liés aux élections législatives et notamment à la sécurisation du processus et des résultats du scrutin, le projet a largement contribué à rassurer d'une part les principaux acteurs du processus électoral, et d'autre part à créer un climat de confiance entre les populations et les forces de sécurité.

La démarche inclusive adoptée pour l'identification des besoins, des cibles ainsi que dans les spécifications du matériel à utiliser ont été également déterminants quant aux impacts positifs du projet.

Enfin, la FOSSEPEL de 2010 et la FOSSEL de 2013, a su dans la plupart des situations de violence électorale couvrant la période de mise en œuvre du projet, faire montre de professionnalisme notamment dans la gestion des foules.

iv) Histoire d'une réussite précise

- Vous êtes vivement encouragés à joindre des documents illustrant les faits – photos légendées, éléments d'information, etc. Le Bureau du MPTF sélectionnera un certain nombre de récits et de photos pour les intégrer au Rapport annuel récapitulatif, au site GATEWAY et à la Lettre d'information du Bureau du MPTF.

Traitement de la « dynamique » du conflit:

L'histoire des élections en République de Guinée montre que celles-ci sont souvent empreintes de violence. Au nombre des facteurs induisant celles-ci, la sécurisation reste un défi majeur. Il s'agit en l'occurrence de l'ensemble du processus, depuis l'enregistrement des électeurs jusqu'à la proclamation des résultats définitifs.

Par ailleurs, l'environnement politico-social du Pays est actuellement très chargé en termes de potentiel de conflit compte tenu des tensions sociales et politiques. Ces tensions sont liées d'une part, au déficit d'accès à l'eau et à l'électricité qui a provoqué plusieurs manifestations empreintes de violences au cours des mois de juin, juillet et août 2013, et d'autre part à au déficit de bonne gouvernance et de gestion des conflits intercommunautaires sur fonds socio-

économiques, cas des événements de Nzérékoré. À cela s'ajoute l'exacerbation des clivages ethniques par une utilisation des différends communautaires à des fins politiques, toute chose qui pourrait s'intensifier en période électorale.

Dès lors, afin de mieux garantir aux citoyens l'exercice du droit de vote dans des conditions minimales de sécurité, le Gouvernement avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, ont développé une stratégie de sécurisation des élections législatives de 2013.

Fruit d'un travail concerté entre la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), la police et la gendarmerie nationale, cette stratégie s'est articulée autour de 3 axes majeurs qui sont :

- L'encadrement sécuritaire des opérations électorales (élections législatives 2013);
- La prise en compte de la dimension Droits de l'Homme dans les opérations de sécurisations et ;
- La communication institutionnelle autour des missions de la Force de sécurisation des élections législatives.

Dans cette perspective, la crédibilité de tout le processus électoral restant fortement tributaire du bon déroulement des opérations de sécurisation, le projet a contribué d'une part à l'affermissement de la confiance réciproque des acteurs vis-à-vis du processus, et à dynamisé les efforts déployés par le Gouvernement pour la consolidation de la paix.

Interventions dans le cadre du Projet:

Le projet conjointement exécuté par le PNUD et le HCDH visait à outiller la FOSSEL avec les moyens logistiques et les connaissances nécessaires pour un encadrement sécuritaire de l'ensemble des opérations électorales, dans le respect des droits humains et des standards régissant le maintien et le rétablissement de l'ordre.

Dans ce cadre, les principales réalisations ont porté sur : i) L'achat et la livraison de 304 motos, 38 véhicules, 200 unités de matériel de transmission et de communication (Talkies walkies, radios VHF, panneaux solaires, téléphones mobiles, ordinateurs, Téléphones satellitaires, Clés de connexion internet, caméra professionnelle), 6.000 unités de matériel du maintien de l'ordre, 12 000 Polos d'identification des agents ; ii) Le déploiement de deux hélicoptères pour accélérer la remontée des résultats des centres de centralisation éloignés de Conakry ; iii) La sensibilisation de plus de 13.900 agents et officiers de la FOSSEL sur les principes universels de maintien de l'ordre et les règles de droit international humanitaire, et ; iv) la sensibilisation des populations de Conakry et de l'intérieur du pays sur le mandat de la FOSSEL.

Ces différentes actions ont contribué : i) Au renforcement de la confiance de la population dans l'organisation matérielle du scrutin. En effet, grâce aux séances de sensibilisation et à la tenue mise à la disposition des agents, plus de la majorité de ceux-ci ont adopté une posture avenante à l'endroit des citoyens ; ii) Au renforcement du sentiment de sécurité des leaders politiques, de la population et des acteurs clés du processus électoral dont la CENI, la Cour Suprême, et ; iii) A la crédibilisation des résultats de certaines localités éloignées.

Résultat:

Les interventions menées dans le cadre du projet d'appui à la FOSSEL ont contribué à coup sûr, à rassurer d'une part les principaux acteurs du processus électoral, et à créer un climat de confiance entre les populations et les forces de sécurité d'autre part favorisant ainsi le renforcement de la cohésion et de la quiétude sociale.

L'ensemble des acteurs et des partenaires au développement se sont engagés à déployer tous les efforts afin de prévenir tout risque de violence avant, pendant et après le vote. Ces efforts ont contribué certainement à la consolidation de la paix et aux acquis enregistrés en matière de sécurisation du processus électoral.

Le volet dédié au renforcement des capacités des agents de la FOSSEL sur la prise en compte des droits de l'homme, du genre et sur les questions électorales a été un atout majeur de réussite du projet. Dans ce cadre, le guide d'encadrement élaboré par le commandement de la force avec l'encadrement technique des experts des Nations Unies a été hautement apprécié, et constitue un outil de référence qui continue à guider le travail pédagogique au sein des forces de maintien de l'ordre. (cf. le guide en annexe).

Enseignements tirés:

Au regard du contexte de la Guinée, la sécurisation reste une condition sine qua non au bon déroulement des différentes opérations exigées par les processus électoraux. Il importe donc de capitaliser sur les aspects positifs tirés des expériences de 2010 et 2013 dans l'organisation des prochains scrutins. Dans cette veine, un renforcement constant des capacités des forces de défense et de sécurité avec une multiplicité d'outils promotionnels sur les questions des droits de l'homme, une sensibilisation des populations sur le rôle des forces de sécurité, une plus grande lutte contre l'impunité notamment à travers la sanction des responsables de la loi indéclicats, permettront de changer les relations civilo-militaires. En outre, sur la base des expériences tirées au cours de la mise en œuvre du projet, une réflexion très approfondie sur le droit à la manifestation en Guinée doit être menée afin de régler les contentieux souvent passionnés voire violents qui entourent l'exercice de ce droit. Ainsi, prenant en compte le lien intrinsèque que ce droit entretient avec l'instauration d'un Etat de droit, une action ponctuelle du PBF sur cet aspect créerait des conditions pérennes de consolidation de la paix dans un pays encore fragile. Enfin, la synergie d'actions qui a existé entre les différentes parties prenantes au projet a été déterminante quant aux résultats satisfaisants enregistrés.



Remise des guides pédagogiques avant le déploiement des maîtres formateurs de la FOSSEL, Septembre 2013.